

## DECISION – 2022/168

**OBJET : RH - Formation sur le thème « Conseiller une entreprise du petit tertiaire privé dans un projet d'amélioration de l'efficacité énergétique ».**

Le Président de la Communauté d'Agglomération de la Région Dieppoise,

VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux possibilités de délégations d'attributions du Conseil communautaire au Président,

VU l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispensant de l'obligation de transmission au contrôle de légalité les conventions relatives aux marchés passés sans formalités préalables en raison de leur montant,

VU le Code des marchés publics,

VU la délibération du Conseil communautaire du 16 juillet 2020 donnant délégation de compétences au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDERANT le besoin de formation des agents de Dieppe-Maritime,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de confier la formation professionnelle des agents de Dieppe-Maritime à des prestataires spécialisés,

CONSIDERANT que la proposition de l'ADEME présente un enjeu économique réduit, qu'elle apporte une réponse pertinente et notamment un bon rapport qualité/prix pour ce type de prestation,

### DECIDE

**Article 1 :** de conclure une convention de formation professionnelle avec l'ADEME, 20 Avenue du Grésillé – 49004 ANGERS portant sur une période de 2 jours de formation.

**Article 2 :** la participation de Dieppe-Maritime est gratuite.

**Article 3 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet, transcrite sur le registre des décisions du Conseil communautaire et fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine séance du Conseil communautaire.

Fait à Dieppe, le 23 DEC. 2022



Le Président,

Patrick BOULIER

Acte exécutoire en application de la loi du 2 mars 1982 modifiée.

Transmis au contrôle de légalité le 23 DEC. 2022

Affiché le 23 DEC. 2022

Notifié le 23 DEC. 2022

Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire.